

CURRICULUM VITAE

Didier BLANC

STATUT

2018 – Professeur de droit public, Université Toulouse I Capitole
2014-2018 Professeur de droit public, Université de La Réunion
2011-2014 Maître de conférences en droit public, Université de Perpignan *Via Domitia*
1999-2011 Maître de conférences en droit public, Université de Versailles Saint-Quentin
1996-1998 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Paris XIII
1992-1993 Moniteur en droit public, Université Paris V Paris-Descartes
1991-1993 Allocataire de recherche, Université Paris II Panthéon-Assas

DIPLÔMES ET TITRES

2014 Agrégation de droit public (second concours)
2008 Habilitation à diriger des recherches
1999 Docteur en droit public de l'Université Paris II Panthéon-Assas
L'institution parlementaire face à la fonction législative communautaire. Aspects du déficit démocratique, thèse dirigée par Mario Bettati, soutenue devant Guy Carcassonne (Professeur à l'Université Paris-X Nanterre), Olivier Duhamel (Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne), Marie-Françoise Labouz (Professeur à l'Université de Versailles-Saint-Quentin) et Gilles Darcy (Professeur à l'Université Paris XIII). Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.
1993 DEA de droit public interne, Université Paris II Panthéon-Assas
1990 DEA de droit communautaire, Université Paris II Panthéon-Assas
1989 Maîtrise de droit international et européen, Université Paris I Panthéon-Sorbonne
1988 Licence en droit, Université Toulouse I

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Université Toulouse I Capitole

2019 DU Droit de l'Union européenne (Citoyenneté européenne, politique de cohésion, Espace de Liberté de Sécurité et de Justice)
2018 – Séminaire Droit international de la santé (M2 Droit de la santé)
2018 - **CM** Europe et développement territorial (M1 Economie et société)
2018 - **CM** Droit des relations extérieures (M1 Droit international et européen)
2018 - **CM** Droit européen (L 2 droit)
2018 - **CM** Institutions européennes (L 1 droit)
2018 - **CM** Institutions internationales (L 1 droit)
2018-2019 Séminaire Droit public des affaires (M2 Droit public des affaires)

Université de La Réunion

2016-2018 **CM** Droit matériel de l'Union européenne (M 1 droit public)
2016-2018 **CM** Institutions européennes (L 2 droit)
2014-2018 **CM** Finances publiques nationales et européennes (LAP)
2014-2018 **CM** Droit administratif I (LAP)
2014-2018 **CM** Institutions administratives (L 1, L 2 droit)
2015-2016 **CM** Droit des collectivités territoriales (M 1 droit)
2015-2016 **CM** Droit de l'Union européenne (LAP)
2014-2016 **CM** Système juridique de l'Union européenne (L 3 droit)
2014-2015 **Séminaire** Méthodologie de la recherche (M 1 droit public)
2014-2015 **CM** Institutions et politiques européennes (L 3 AES)

Université de Perpignan *Via Domitia*

2012-2014 **Séminaire** Méthodologie et lectures fondamentales (M 2 droit)
2012-2014 **CM** Contentieux constitutionnel (M 1 droit)
2011-2014 **Séminaire** Action publique et démocratie (M 2 Recherche)
2011-2014 **CM** Droit des collectivités territoriales (L 2 droit)
2011-2014 **CM** Institutions européennes (L 2 droit)

2011-2014 **CM** Introduction au droit public et droit constitutionnel (L 1 droit)
2011-2012 **CM** Institutions administratives (L 1 droit - AES)

Université de Versailles Saint-Quentin

2006-2011 **Séminaire** Contentieux de l'Union européenne (M 2 Recherche UVSQ et Paris XI)
2006-2011 **CM** Droit de l'Union européenne (M 2 Professionnel)
2006-2011 **CM** Culture générale - droit public interne et européen (I.E.J.)
2006-2011 **CM** Finances publiques (I.E.J.)
2006-2011 **CM** Principes fondamentaux de l'Union européenne (L 1 droit)
2006-2011 **CM** Introduction au droit public et droit constitutionnel (L 1 droit)
2002-2006 **CM** Droit public des biens (L 3 droit)
2000-2001 **CM** Gouvernement local (L 3 science politique)
1999-2006 **CM** Finances publiques (L 2 droit)
1999-2005 **CM** Droit public général (MST, Protection judiciaire de la jeunesse)
1999-2002 **CM** Institutions administratives (L 2 AES)
1999-2001 **CM** Droit constitutionnel (M 1 AES)

Autres établissements d'enseignement supérieur

2019 - **Séminaire** Droit institutionnel de l'Union européenne (4^{ème} année, IEP de Toulouse)
2018 - **CM** Questions européennes (CPAG, IEP de Toulouse)
2016 – QRC Questions européennes (CPAG et CPI, IEP de Toulouse)
2013-2014 **Séminaire** Questions européennes (Prép'ENA, IEP de Toulouse)
2010-2014 **CM** Questions européennes (CPAG, Prép'ENA, IEP de Toulouse)
2008-2014 **CM** Institutions européennes - Ordre juridique européen (L 2, ICT de Toulouse)
2007-2009 **CM** Finances locales (L 2, LAP, UPVD)
1998-1999 **CM** Politiques européennes (M 1 Droit, Université du Littoral Côte d'Opale)
2002-2008 Intervenant au Centre National de la Fonction Publique Territoriale de Guyancourt (78)

Missions d'enseignement à l'étranger :

- 2009-2010, Université Petru Maior, Roumanie (Finances publiques de l'Union européenne, Master 2)
- 2005-2006, Faculté de droit de Sousse, Tunisie (Séminaire de droit communautaire, Master)

COURS EN LIGNE

2011 - Politiques publiques de l'Union européenne, Erasmus multilateral projects : *Master professionnel européen d'administration publique*, Project n°510222-LLP-1-2010-1-RO-ERASMUS-ECDS, Label de qualité IDEL-International DEgrees Label, 104 p.

PUBLICATIONS PEDAGOGIQUES

- *Annales de droit constitutionnel. Sujets corrigés*, M. Verpeaux (dir.), Paris, Dalloz (de 2006 à 2014)

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

OUVRAGES

A - Ouvrages personnels

- *Guide du droit de l'Union européenne*, Paris, Ellipses, 2008, 256 p.
- *L'Union européenne. Aspects institutionnels et politiques*, Paris, Ellipses, coll. Optimum, 2006, 352 p.
- *Les Parlements européen et français face à la fonction législative communautaire. Aspects du déficit démocratique*, Paris, L'Harmattan, 2004, 527 p.
- En cours de rédaction : *Le Parlement européen*, Paris, LGDJ, coll. Systèmes.

B – Direction d'ouvrages collectifs

- *L'Union européenne dans l'océan Indien, un modèle de puissance, une puissance modèle ?* J. Dupont-Lassalle (codir.) Paris, coll. Actes de la Revue du droit de l'Union européenne, 2018, 328 p. (Avant-propos, pp. 3-4).

- *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre unité constitutionnelle et diversité législative dans la République*, F. Cafarelli (codir.), Aix-Marseille, PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2018, 260 p.
- *Age(s) et droit(s)*, Paris, Institut universitaire Varenne, Colloques & Essais, 2016, 252 p.
- *Institutions européennes*, B. Boissard (codir.), Miskolc, Miskolc University Press, 2008, 406 p.

REVUES

A - Coordination

Coordination du dossier consacré au Soixantième anniversaire du traité de Rome pour la *Revue de l'Union européenne* (*Rev. UE*) formé de 11 numéros (2017-613 à 2018-623) et réunissant au total 50 auteurs. Rédaction : « Avant-propos », *Rev. UE*, 2017, n°613, p. 611 ; Présentation de la Partie II (A) : « Le droit et les institutions - Une Europe du droit par le droit : la force de la norme », *Rev. UE*, 2018, n°614, p. 4 ; Présentation de la Partie II (B) : « Le droit et les institutions - Des hommes et des lieux : où en est-on de l'invention institutionnelle ? », *Rev. UE*, 2018, n°615, pp. 64-65 ; Présentation de la Partie III (A) : « Le marché et les politiques. Par-delà le marché : un espace économique et monétaire intégré », *Rev. UE*, 2018, n°616, pp. 128-129. Présentation de la Partie III (B) : « Le marché et les politiques. Au-delà du marché : un espace judiciaire de valeurs et de droits », *Rev. UE*, 2018, n°617, p. 198 ; Présentation de la Partie III (C) : « Le marché et les politiques. La politique du marché, les politiques dans le marché », *Rev. UE*, 2018, n°618, pp. 252-253 et n°619, pp. 324-325 ; Présentation de la Partie IV : « L'Europe en ses mondes », *Rev. UE*, 2018, n°620, pp. 392-393 ; Présentation de la Partie V (A) : « Rome en modèle », *Rev. UE*, 2018, n°621, pp. 464-465 ; Présentation de la Partie V (B) : « Rome en miroir », *Rev. UE*, 2018, n°622, pp. 540-541 ; Présentation de la Partie V (B) : « Rome en miroir », *Rev. UE*, 2018, n°623, pp. 612-614.

B - Articles

Droit institutionnel de l'Union européenne

28. « Le Parlement européen : Chambre des peuples ou Assemblée de l'Union ? Les paradoxes de l'europanisation parlementaire », *Les élections européennes 40 ans après – Bilans, enjeux et perspectives/The European Elections, 40 years after – Assessment, Issues and Prospects*, H. van Eijken S. Platon et T. Marguery, Larcier, 2020, à paraître (17 p.)
27. La parole du Conseil européen : de *lexis* en *praxis*, quand dire c'est faire, in O. Desaulnay (dir.), *La parole en droit public*, Le Mans, Éditions L'épitoque, coll. L'Unité du Droit, à paraître (21 p.).
26. « Le Parlement européen : la paix institutionnalisée », in L. Potvin-Solis (dir.), *L'Union européenne et la paix : quelles avancées vers une fédération européenne ?* Bruxelles, Bruylant, coll. Colloques Jean Monnet, à paraître (26 p.).
25. « La parlementarisation de la fonction législative dans l'Union européenne », in I. Bosse-Platière (dir.), *La parlementarisation des processus d'intégration régionale*, Rennes, PUR, coll. Droits européens, à paraître (25 p.).
24. « L'Union européenne devant le Parlement français : XVème législature (2017-2022) - Sessions parlementaires 2018-2019 », *Europe*, 2019, n°12, pp. 4-11.
23. « Le contrôle parlementaire national et européen à l'épreuve de la crise économique et financière (2008-2018) », in H. Hernandez Bayter et M. Trédez-Lopez (dir.), *Le renouveau parlementaire : entre discours et actions*, Paris, L'Harmattan, 2019, pp. 11-42.
22. « L'Union européenne et ses outre-mer : quand l'exception devient commune », in E. Carpano et G. Marti (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, Rennes, PUR, coll. Droits européens, 2019, pp. 267-286.
21. « L'Union européenne devant le Parlement français : XVème législature (2017-2022) - Sessions parlementaires 2016-2017 et 2017-2018 », *Europe*, 2018, n°12, pp. 4-9.

20. « L'Union européenne devant le Parlement français : XVème législature (2017-2022) - Sessions parlementaires 2016-2017 et 2017-2018 », *Europe*, 2018, n°11, pp. 5-11.
19. « L'Union européenne devant le Parlement français : XIVème législature (2012-2017) - Sessions parlementaires 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 », *Europe*, 2017, n°11, pp. 6-18.
18. « Le contrôle parlementaire des propositions de directives en France sous la XIVème législature (2012-2017) », *Rev. UE*, 2017, n° 611, pp. 462-472.
17. « L'Union européenne devant le Parlement français : XIVème législature (2012-2017) - Sessions parlementaires 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 », *Europe*, 2017, n°6, pp. 6-17.
16. « L'exclusion du Conseil européen de la fonction législative : la lettre et l'esprit », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2017, n°1, pp. 9-22.
15. « Citoyenneté européenne et nationalité. La politique sans le politique », in J. Knetsch et E. Ralser (dir.), *Nationalité française et océan Indien*, Paris, Société de législation comparée, coll. Colloques, vol. 30, 2017, pp. 173-197.
14. « La simplification législative du droit de l'Union européenne », in D. Bert, M. Chagny et A. Constantin (dir.), *La simplification du droit. Recherches à la confluence de la légistique et de la pratique*, Paris, Institut universitaire Varenne, Colloques & Essais, 2015, pp. 79-101.
13. « Le 'principe de permanence' à l'oeuvre. Concordance des temps de la déclaration Schuman au traité de Lisbonne », in *Mélanges Joël Molinier*, Paris, LGDJ, 2012, pp. 39-52.
12. « Le triangle amoureux comme métaphore du triangle institutionnel ou le Parlement européen hors du placard », in *Réalisations et défis de l'Union européenne. Mélanges en hommage à Panayotis Soldatos*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 11-26.
11. « Dix ans de gouvernance européenne : quel bilan à tirer ? », in J. Rios Rodriguez et G. A. Oanta (dir.), *Le droit public à l'épreuve de la gouvernance*, Perpignan, PUP, 2012, pp. 133-147.
10. « La fonction législative communautaire : la loi concurrencée », in F. Péraldi-Leneuf (dir.), *La légistique dans le système de l'Union européenne : quelle nouvelle approche ?* Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 45-64.
9. « Le Parlement européen législateur », in M. Blanquet (dir.), *La prise de décision dans le système de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 91-126.
8. « 9 novembre 1989-1^{er} décembre 2009 : la démocratisation de l'Union européenne », *Studia Universitatis Petru Maior, Historia*, 2010, n°10, pp. 194-198.
7. « Qui fait la législation européenne ? », in *The role and the place of the law in a knowledge society, Annales de l'Université Constantin Brancusi*, 2009, n°3, Targu-Jiu (Roumanie), pp. 507-520.
6. « La marche vers l'intégration européenne (1984-2009) », *Studia Universitatis Petru Maior, Historia*, 2009, n° 9, pp. 287-298.
5. « La relance par la réforme des institutions », in C. Philip et P. Soldatos (dir.), *Quelle relance de la construction européenne ?* Bruxelles, Bruylant, 2008, pp. 125-152.
4. « Les institutions européennes en action », in D. Blanc et B. Boissard (dir.) *Institutions européennes*, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 77-116 et pp. 128-130.
3. « Les compétences communautaires », *idem*, pp. 169-175.
2. « Les actes communautaires », *idem*, pp. 187-212.
1. « Du projet de traité instituant l'Union européenne (1984) au projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe (2003) », in F. Astengo et N. Neuwahl (dir.), *A Constitution for Europe ? Governance and policy making in the European Union*, Montréal, coll. Études européennes, 2004, pp. 214-229.

Droit matériel de l'Union européenne

24. « Association (Pays et territoires d’Outre-mer) », in *Dictionnaire juridique de l’Outre-mer*, G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), à paraître (6 p.)
23. « Handicap et citoyenneté européenne sous l’angle de l’emploi », in F. Faberon (dir.), *Handicap, emploi et insertion*, à paraître (17 p.).
22. « Outre-mer et égalité réelle : l’égalité par la différenciation », in F. Faberon (dir.), *Cohésion sociale : théories et pratiques*, à paraître (15 p.).
21. « Affaire Spedding : De la compatibilité d’entraves à la libre circulation des joueurs de rugby professionnels. A propos de l’arrêt du Conseil d’Etat du 1^{er} avril 2019, M. A. B (req. n°419623) », *Les Cahiers de droit du sport*, 2019, n°51, pp. 118-125.
20. « La coopération régionale dans l’océan Indien au prisme de l’Union européenne : entre décentralisation et déconcentration - La Réunion – Mayotte », in H. Pongérard-Payet, *L’Union européenne et la coopération régionale des Outre-mer*, Paris, L’Harmattan, coll. GRALE, 2018, pp. 209-221.
19. « L’Union européenne, un espace de solidarité pour ses outre-mer intégrés », in F. Faberon (dir.), *L’Union européenne et ses outre-mers : quelle communauté de destin ?* Aix-Marseille, PUAM, 2018, pp. 29-44.
18. « L’approche globale de l’Union européenne dans la lutte contre la piraterie maritime dans l’océan Indien : un modèle de coopération sécuritaire comme instrument de développement », in Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland, *Dire l’océan Indien*, Saint-Denis, Université de La Réunion – Épica Editions, 2017, vol. 2, pp. 349-367.
17. « La coopération territoriale européenne dans l’océan Indien. Une contribution à l’indianocéanie ? Si loin, si proches », *Rev. UE*, 2017, n°607, pp. 204-211.
16. « L’influence du droit de l’Union européenne dans le cadre de la reconnaissance juridique des personnes en situation de handicap », *RDLF* 2016, chron. n°21, 18 p. (www.revuedlf.com)
15. « La lutte de l’Union européenne contre la piraterie maritime dans l’océan Indien », *Rev. UE*, 2016, n°603, pp. 610-617.
14. « Qualité et libre circulation des produits de santé en droit de l’Union européenne », *Revue de droit sanitaire et social*, 2014, n°6, pp. 1031-1038.
13. « Les agences Europol et Eurojust et la lutte contre le terrorisme », in E. Saulnier-Cassia (dir.), *La lutte contre le terrorisme dans la jurisprudence et les normes de l’Union européenne*, Paris, LGDJ, 2014, pp. 103-125.
12. « La compatibilité de la planification sanitaire avec le droit de l’Union européenne », in J.-F. Calmette (dir.), *La santé publique à l’épreuve de la rareté*, Aix-en-Provence, PUAM, coll. Droit de la santé, 2013, pp. 71-87.
11. « L’Euratom et la constitution d’une Europe de l’énergie nucléaire : une politique publique à la vitalité paradoxale », in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 95-108.
10. « La planification des services de santé et le droit de l’Union européenne. Vers la reconnaissance d’une ‘exception sanitaire’ ou l’intégration de la santé au marché », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2013, n°2, pp. 217-238.
9. « Environnement et santé humaine : l’association de politiques publiques au service d’une législation européenne ambitieuse », *L’Europe Unie*, 2012, n°6, pp. 167-174.
8. « L’Union européenne face au handicap. Les tâtonnements d’une politique publique volontariste », in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et handicap*, Paris, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2010, pp. 91-111.
7. « Les fonds structurels européens : un modèle d’intégration territoriale », *Revue du marché commun et de l’Union européenne*, 2010, n°535, pp. 87-90.
6. « Essai de typologie des fonds structurels de l’Union européenne », *Curentul Juridic*, 2009, n°2, pp. 3-17.

5. « Du développement durable dans les programmes territoriaux de l'Union européenne », in *Développement urbain durable*, International Conference on Economics, Law and Management, Université Petru Maior, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 33-44.
4. « La cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne à l'épreuve de l'élargissement : le cas roumain », in *Interférences théoriques et pratiques entre le droit roumain et le droit communautaire*, *Annales de l'Université Constantin Brancusi*, 2008, n°2, Targu-Jiu (Roumanie), pp. 1-5.
3. « L'intégration territoriale européenne interne. Panorama de la cohésion économique et sociale », *Curentul Juridic*, 2008, n°3-4, pp. 7-18.
2. « L'intégration territoriale européenne externe. Entre présent et avenir », in *Partenariat international et développement du territoire*, International Conference on Economics, Law and Management, Université Petru Maior, Miskolc, Miskolc University Press, 2007, pp. 425-438.
1. « La politique européenne de voisinage : essai d'identification », in M.-F. Labouz, C. Philip et P. Soldatos (dir.), *L'Union européenne élargie et ses nouvelles frontières à la recherche d'une politique de voisinage*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 45-59.

Contentieux de l'Union européenne

7. « L'Europe démocratique : le récit des récits ou matrice d'îlots narratifs ? », in A. Bailleux et E. Bernard (dir.) *Les récits judiciaires de l'Europe (I), Cadre conceptuel et identification des récits judiciaires*, Bruxelles, Bruylant, 2019, pp. 127-146.
6. « L'arrêt *Costa* appréhendé par la doctrine contemporaine », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2017, n°1, pp. 121-137.
5. « Ombres et lumières portées sur la procédure du recours "en manquement sur manquement" : la Commission entre Tribunal et Cour de justice », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2015, n°2, pp. 285-299.
4. *Les Grands arrêts du droit de l'Union européenne*, C. Boutayeb (dir.), Paris, LGDJ, coll. Les grandes décisions, 2014 (**16 arrêts**) : 22 juin 2010, *Melki et Abdeli*, aff. jtes C-188/10 et C-189/10 ; 10 mars 2009, *Hartlauer*, aff. C-169/07 ; 17 décembre 1998, *Baustahlgewebe GmbH*, aff. C-185/95 P ; 14 décembre 1995, *Peterbroeck*, aff. C-312/93 ; 24 avril 1980, *René Chatain*, aff. 65/79 ; 29 novembre 1978, *Pigs Marketing Board*, aff. 83/78 ; 4 avril 1974, *Commission/France*, aff. 167/73 ; 14 juillet 1972, *ICI*, aff. 48/69 ; 14 décembre 1971, *Politi*, aff. 43-71 ; 31 mars 1971, *AETR*, aff. 22/70 ; 25 juin 1970, *Commission/France*, aff. 26/69 ; 3 février 1969, *Walt Wilhelm*, aff. 14/68 ; 9 décembre 1968, *Salgoil*, aff. 13/68 ; 4 décembre 1962, *Confédération nationale des producteurs de fruits et légumes*, aff. jtes 16/62 et 17/62 ; 12 juillet 1957, *Algera*, aff. jtes 7/56, 3/57 à 7/57 ; 29 novembre 1956, *Fédéchar*, aff. 9/55.
3. « Les procédures du recours en manquement, le traité, le juge et le gardien : entre unité et diversité en vue d'un renforcement de l'Union de droit », in S. Mahieu, (dir.), *Contentieux de l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 425-457.
2. « Les effets et actions des voies de recours sur les Etats : l'exemple français », in D. Blanc et B. Boissard (dir.) *Institutions européennes*, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 294-297.
1. CJCE, 16 juillet 1992, Parlement européen contre Conseil, aff. 65/90, Paris, Montchrestien, *Exercices et corrigés, I.E.J.* 1994, avec D. Fasquelle (rédaction de l'introduction et de la seconde partie), pp. 125-136.

Droit constitutionnel

16. « L'empreinte de l'Antiquité gréco-romaine dans les institutions publiques françaises de 1789 à nos jours », in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et culture*, Bruxelles, Bruylant, à paraître, 8 p.
15. « La République de Maurice, du formel au substantiel : d'un modèle à l'autre », in J. Colom, S. Rohlfing-Dijoux, G. Schulze (dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, pp. 225-240, Baden-Baden, Nomos, pp. 225-240.

14. « Le cinquantième anniversaire de la Constitution de l'île Maurice : le syncrétisme constitutionnel d'une jeune République », *RFDC*, 2019, vol. 117, n° 1, 2019, pp. 29-43.
13. « Au Panthéon des principes, la laïcité reconnaissante », n° spécial Patrimoines et religions, *Petites Affiches*, 31 mars 2017, n° 65, pp. 9-18.
12. « La responsabilité politique du gouvernement français du fait de son action européenne : vingt ans de résolutions européennes de l'article 88-4 C. (1993-2013) », in P.-Y. Monjal, C. Geslot et J. Rosseto (dir.), *La responsabilité politique des exécutifs des Etats membres du fait de leur action européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 201-216.
11. « La figure du président dans les cinémas français et américain », in J. Rios et P. Ségur (dir.), *Cinéma, droit et politique*, CinémAction, 2016, n°158, pp. 50-56 (version longue : *Revue juridique de l'Océan Indien*, 2015, n°20, pp. 95-115).
10. « Le rôle des assemblées parlementaires en France au titre de l'article 88-4 de la Constitution. Essai d'identification entre au-delà et en deçà », *Revue des affaires européennes*, 2015, n° 3, pp. 497-510.
9. « La sanctuarisation constitutionnelle : la protection malgré elles des générations futures », in J.-P. Markus (dir.), *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?* Paris, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2012, pp. 113-128.
8. « L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : l'hypothèque constitutionnelle française », *Rev. UE*, 2011, n° 549, pp. 391-394.
7. « Les changements de l'Etat de droit : les quatre saisons du contrôle de constitutionnalité des lois en France », *Curentul Juridic*, 2010, n°2, vol. 41, pp. 13-24.
6. « La Constitution française et le traité de Lisbonne : *bis in idem* », *Annales de l'Université Constantin Brancusi*, 2010, n°1, Targu-Jiu (Roumanie), pp. 83-96.
5. « La justiciabilité des limites au pouvoir constituant sous la Cinquième République. Propositions pour un contrôle du pouvoir de révision détenu par le Congrès ». VIIème Congrès AFDC, *Cinquantième anniversaire de la Constitution de 1958*, Atelier *Constitution et pouvoir constituant* dirigé par L. Jaume et J.-P. Machelon, septembre 2008 (14 p.).
4. Décision n°2004-505 DC, 19 novembre 2004, Traité établissant une Constitution pour l'Europe, in D. Blanc et B. Boissard (dir.), *Institutions européennes*, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 68-71.
3. « Contribution à l'étude du « traité-constitutionnel » européen vu par le constituant : les pouvoirs du Parlement français entre continuités et ruptures. À propos de la loi constitutionnelle n°2005-204 du 1^{er} mars 2005 », *Revue française de droit constitutionnel*, 2005, n°64, pp. 845-874.
2. « Les incidences du « traité-constitutionnel » européen sur la Constitution française : une affectation minimale. Retour sur la décision du Conseil constitutionnel n°2004-505 DC du 19 novembre 2004, Traité établissant une Constitution pour l'Europe », *Revue de la recherche juridique - Droit prospectif*, 2005, n°4, pp. 2257-2276.
1. « Des limites au pouvoir constitutionnel de révision ou l'aiguilleur aiguillonné. À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 26 mars 2003 », *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif*, 2003, n°4, pp. 2801-2822.

Droit administratif

9. « Les discontinuités de la coopération transfrontalière ultramarine », in N. Kada, *Les discontinuités territoriale en droit public*, Paris, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2020.
8. « Action extérieure », in *Dictionnaire juridique de l'Outre-mer*, G. Giraudeau et M. Maisonnette (dir.), à paraître (6 p.)
7. « L'action extérieure des collectivités territoriales françaises d'outre-mer » (avec F. T. Rakotondrahaso) in H. Pongérard-Payet, *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mer*, Paris, L'Harmattan, coll. GRALE, 2018, pp. 211-225.

6. « La loi n° 2016-1657 du 5 décembre 2016 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional : instrument d'une diplomatie ultramarine ? », *Actualité juridique droit administratif*, 2018, n°4, pp. 208-214.
5. « Les naissances du droit public. Une généalogie en forme de trilogie », *Revue du droit public*, 2017 n° 6, pp. 1561-1580.
4. Note de jurisprudence administrative, Collectivité territoriale : TA de Mayotte, 26 mai 2016, Mme Djihadi Soilihi et autres, req. 1600264, 1600266, 1600272, 1600273, 1600294, 1600338 et 1600341 ; 26 mai 2016, Préfet de Mayotte, req. 1600293, *Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI)*, 2018, n°25, pp. 282-285.
3. Note de jurisprudence administrative, Collectivité territoriale : TA de Saint-Denis, 12 novembre 2015, Commune du Tampon, req. n°1400781 ; 25 août 2015, Département de La Réunion, req. n°1400092, *RJOI*, 2016, n°23, pp. 51-57.
2. « La fonction publique nationale – Le cas de la France », in B. Boissard (dir.), *Droit administratif européen*, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 62-71.
1. « Le droit à l'expérimentation : la reconnaissance limitée d'un droit encadré », Paris, La Documentation française, *Problèmes politiques et sociaux*, 2003, n°895, pp. 32-36.

CHRONIQUES

Direction de la chronique « Les politiques publiques internes de l'Union européenne » à la *Revue du droit de l'Union européenne*, depuis 2018 :

- 2019, n°1, pp. 127-198 ;
- 2018, n°2, pp. 92-140.

Rédaction de la chronique « L'Union européenne devant le Parlement français », à la revue *Europe* supplément au Jurisclasseur depuis 2017 :

- 2019, n°12 (sessions parlementaires 2018-2019) ;
- 2018, n°12 (sessions parlementaires 2016-2017, 2017-2018) ;
- 2018, n°11 (sessions parlementaires 2016-2017, 2017-2018) ;
- 2017, n°11 (sessions parlementaires 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017) ;
- 2017, n°6 (sessions parlementaires 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014).

- Rédaction pour la chronique de jurisprudence administrative de la *Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI)* : 2016, n°23, pp. 51-57 ; 2017, n°25, pp. 282-285.

Rédaction de la Revue des revues de droit communautaire, *Annuaire Français de Relations Internationales*, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 1078 à 1085.

ENCYCLOPEDIE JURIDIQUE

Encyclopédie Dalloz Droit européen

- « Acte unique européen », juin 2019, 31 p.

Dictionnaire Jolycommunautaire, GLN Joly Éditions :

- « Contentieux de l'Union européenne », 2007, 45 p.
- « Sources et mise en oeuvre du droit communautaire », 2006, 26 p.
- « Cohésion économique et sociale », 2002, (39 p.
- « Libre circulation des capitaux », 1998, 15 p.
- « Politique régionale », 1996, 32 p.

AUTRES ACTIVITÉS LIÉES À LA RECHERCHE

DIRECTION DE RECHERCHES ET JURY DE THESES

- Direction de thèse -

- *Le principe de l'Union de droit de la Cour de justice de l'Union Européenne : articulation entre les droits anglais et français*, thèse soutenue le 25 juin 2015 par Marcel Minsongui à l'UVSQ.
- Ahmadi Allaoui, *La démocratie locale dans l'Union des Comores : contribution à l'étude de l'évolution territoriale*, CRJ EA 14, 2016 - .
- Tsantaniaina Herizo Andriamifidy, *Contribution à la consolidation du droit des collectivités territoriales décentralisées à Madagascar*, CRJ EA 14, 2017 - .

- Jurys de thèses –

- Rapporteur de la thèse de M. Mohamed Moftah, *L'ordre juridique de l'Union européenne et la question des droits de l'Homme*, dir. M. le Professeur G. Quintane, Université de Rouen, 2016.
- Suffragant de la thèse de Mme Florence Dios, *La coopération policière et judiciaire en matière pénale en Europe dans la lutte contre la traite des êtres humains*, dir. M. le Professeur M. Sousse, UPVD, 2011.
- Rapporteur de la thèse de M. Dacian Gal, *Les positions politiques et juridiques de la Roumanie sur la politique européenne de sécurité et défense*, dir. M. le Professeur D. Dormoy, Université Paris XI (Sceaux), 2010.
- Rapporteur de la thèse de Mme Céline Boyer, *Étude critique de la notion de norme de droit : vers un droit existentiel*, dir. E. Savarese, maître de conférences HDR, UPVD, 2009.

- Jury d'Habilitation à diriger des recherches –

- Membre du jury de HDR de Mme Safia Cazet, Université de La Réunion, 5 septembre 2018.

- Séminaires de Master 2 Recherche –

A côté de l'encadrement d'une vingtaine de mémoires de Master 2 (UVSQ et UPVD), constitution d'une base d'analyse jurisprudentielle en ligne réalisée par les étudiants du M 2 droit international et européen de l'UVSQ-Paris XI (2008-2011).

ORGANISATION DE COLLOQUES

- *Le sixantième anniversaire de l'entrée en vigueur des traités de Rome*, Université Toulouse I Capitole, 29 et 30 novembre 2018.
- Membre du Conseil scientifique du colloque *Le développement constitutionnel de Maurice en l'honneur du cinquantenaire de l'indépendance*, Université de Maurice, Université de La Réunion, Université Paris Nanterre, Université de Potsdam, Université Franco-Allemande, 14-16 mars 2018.
- *L'Union européenne dans l'océan Indien : modèle de puissance ou puissance modèle*, Université de La Réunion, 13 et 14 avril 2017 (avec J. Dupont-Lassalle).
- *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République*, Université de La Réunion, 14 avril 2016 (avec F. Cafarelli).
- *Age(s) et droit(s)*, Université de Perpignan *Via Domitia*, 2 et 3 juin 2015 (avec K. Lucas).

COMMUNICATIONS AUX COLLOQUES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

- « Le contrôle parlementaire. Entre subsidiarité et redevabilité », *La création du Parquet européen : simple évolution ou révolution au sein de l'espace judiciaire européen ?* Université Grenoble-Alpes, 21 et 22 novembre 2019.
- « Guerre économique et droit de l'Union européenne », *Guerre économique et droit*, ADDCDA, Université Toulouse I Capitole, 3 octobre 2019.
- « L'Europe puissance : l'Union de la sécurité et de la défense », *Souveraineté européenne : du discours politique à une réalité juridique ?*, IRDEIC, Université Toulouse I Capitole, 26 et 27 septembre 2019.
- « L'Europe démocratique : le récit des récits ? », *Les récits judiciaires de l'Europe (I), Cadre conceptuel et identification des récits judiciaires*, Université Saint-Louis – Bruxelles, 24 mai 2019.
- « Le Parlement européen : Chambre des peuples ou Assemblée de l'Union ? », *Les élections européennes, 40 ans après. Bilans, enjeux et perspectives*, Colloque organisé conjointement par le CRDEI de l'université de Bordeaux et l'Université d'Utrecht., 9-10 mai 2019.

- « Le traité de Rome à travers les âges », *Le soixantième anniversaire de l'entrée en vigueur des traités de Rome*, IRDEIC, Université Toulouse I Capitole, 29 et 30 novembre 2018.
- « Handicap et citoyenneté européenne sous l'angle de l'emploi », *Handicap, emploi et insertion*, Université Clermont Auvergne, 13-15 novembre 2018.
- « A la recherche des bases conceptuelles du droit de l'Union européenne : la contribution des manuels de droit des Communautés à la formation d'une discipline de Rome à Maastricht », *Les bases conceptuelles du droit de l'Union européenne. Pour une théorie générale de l'intégration*, Colloque annuel de la CEDECE, Université de Tours, 14 et 15 juin 2018.
- « Le contrôle parlementaire national et européen à l'épreuve de la crise économique et financière (2008-2018) », *Le renouveau parlementaire : dix ans d'action et de discours (2008-2018)*, Université d'Artois, 17 et 18 mai 2018.
- « La République de Maurice, du formel au substantiel : d'un modèle à l'autre », *Le développement constitutionnel de Maurice en l'honneur du cinquantenaire de l'indépendance*, Université de Maurice, Université de La Réunion, Université Paris Nanterre, Université de Potsdam, Université Franco-Allemande, 14-16 mars 2018.
- « Le Parlement européen : la paix institutionnalisée », *L'Union européenne et la paix : quelles avancées vers une fédération européenne ?* Journées d'Études Jean Monnet - Université Caen Normandie, 9 et 10 novembre 2017.
- « L'Union européenne et ses outre-mer : quand l'exception devient commune », *L'exception en droit de l'Union européenne*, Université Jean Moulin – Lyon 3, 12 et 13 octobre 2017.
- « L'insertion des collectivités d'outre-mer dans leur environnement régional : le dépassement de l'égalité réelle par l'altérité acquise », *La loi du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle en outre-mer : entre ambition et réalisation(s)*, Université de La Réunion, 29 août 2017.
- « L'Union européenne, un espace de solidarité pour ses outre-mer », *L'Union européenne et ses outre-mer : quelle communauté de destin ?* Université Clermont Auvergne, 7 avril 2017.
- « La parlementarisation de la fonction législative dans l'Union européenne », *La parlementarisation des processus d'intégration régionale*, Université de Rennes I, 22 et 23 septembre 2016.
- « Au Panthéon des principes, la laïcité reconnaissante », *Patrimoines et religions*, Université de La Réunion, 5 avril 2016.
- « Citoyenneté européenne et nationalité », *Nationalité française et océan Indien*, Université de La Réunion, 9 novembre 2015.
- « L'approche globale de l'Union européenne dans la lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien : un modèle de coopération sécuritaire comme instrument de développement », *Dire l'indianocéanie*, Université de La Réunion, 5 et 6 novembre 2015.
- « L'influence du droit de l'Union européenne dans le cadre de la reconnaissance juridique des personnes en situation de handicap », *Les dix ans de la loi "Handicap" de 2005*, Université de La Réunion, 2 mars 2015.
- « L'arrêt *Costa* appréhendé par la doctrine contemporaine », *Cinquante ans après Costa c/ E.N.E.I., quelle protection pour le justiciable ?* Université de La Réunion, 19 novembre 2014.
- « Qualité et libre circulation des produits de santé », *Qualité et santé : vers un nouvel ordre public sanitaire*, Université de Perpignan, 20 décembre 2013.
- « L'Euratom et la constitution d'une Europe de l'énergie nucléaire », *Droit public et nucléaire*, Université de Versailles Saint-Quentin, 23 mai 2013.
- « La figure du président dans les cinémas français et américain », *Le cinéma, miroir du droit et du politique*, Université de Perpignan, 12 avril 2013.
- « La compatibilité de la planification avec le droit de l'Union européenne », *La santé publique à l'épreuve de la rareté*, Université de Perpignan, 14 décembre 2012.

- « La gouvernance : cheval de Troie de l'Union européenne ? », *Le droit public à l'épreuve de la gouvernance*, Université de Perpignan, Journée d'études franco-espagnole, 30 septembre 2011.
- « Le contrôle parlementaire en France de la politique européenne du Gouvernement au titre de l'article 88-4 de la Constitution : microcosme de la nature *sui generis* de l'Union européenne », *Les Parlements nationaux et l'Union européenne*, colloque annuel de la CEDECE, Paris, 23 et 24 juin 2011.
- « La sanctuarisation constitutionnelle : la protection malgré elles des générations futures », *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?* Université de Versailles Saint-Quentin et Université de Poitiers, 10 et 13 décembre 2010.
- « L'Union européenne face au handicap », *Droit public et handicap*, Université de Versailles Saint-Quentin et Sénat, 8 février 2010.
- « La fonction législative communautaire : la loi concurrencée », *La légistique dans le système de l'Union Européenne : quelle nouvelle approche ?*, Université de Lille 2, 14 décembre 2009.
- « Les fonds structurels européens : facteurs d'intégration territoriale », *Les collectivités locales, facteur de fédération dans l'Union européenne ?* Sciences-Po Aix-en-Provence, 12 et 13 mars 2009.
- « Du développement durable dans les programmes territoriaux de l'Union européenne », in *Développement urbain durable*, Université Petru Maior (Roumanie), 4 au 7 juin 2008.
- « L'intégration territoriale européenne, in *Partenariat international et développement du territoire* », Université Petru Maior (Roumanie), 29 mai au 3 juin 2006.
- « Du projet de traité instituant l'Union européenne (1984) au projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe (2003), *A Constitution for Europe ? Governance and policy making in the European Union*, conférence biennale de l'Association d'Études sur la Communauté européenne, Montréal, 27 au 29 mai 2004.

CONFERENCES (animation, organisation, présidence de séances et de tables rondes)

- Université Toulouse I Capitole –

- Président de séance du colloque : *La codification de la procédure administrative non contentieuse de l'Union européenne*, 21 juin 2019
- Président de séance du colloque : Les Amphis des libertés, *Intégration et droits de l'Homme*, 19 octobre 2018

- Université de La Réunion -

- Président de séance du colloque : *Cinq ans de départementalisation à Mayotte – Enjeux juridiques et économiques*, 27 octobre 2016.
- Fête du droit, Première édition, animation du débat autour du film *Casus Belli*, 23 mars 2016.
- Journée doctorale, présidence de l'atelier *Droit et dessins animés*, 21 mai 2015.
- Présidence de la table ronde du colloque : *Quelle véritable compensation du handicap ? Les dix ans de la loi "Handicap" de 2005*, 12 mars 2015.

- Université de Perpignan -

- Organisation du cycle de conférences, *Les midis du CERTAP 2013-2014* : 22 octobre, la désobéissance civile ; 12 novembre, missions de la police transfrontalière ; 26 novembre, la réglementation des jeux ; 25 février, actualités de l'OMC ; 18 mars, égalité et droits de la femme ; 2 avril, éthique et droit.
- Exposition *Murs rebelles*, 14 au 26 octobre 2013, conférence : 14 octobre 2013.
- Organisation du cycle de conférences, *Les midis du CERTAP 2012-2013* : 2 octobre, pluralité des ordres juridiques ; 16 octobre, gouvernance de la prostitution ; 20 novembre, les cabinets ministériels ; 26 février, étudier l'extrême-droite ; 19 mars, la Cour constitutionnelle allemande et le traité de Lisbonne ; 3 avril, la traite des êtres humains.
- L'opposition dans les assemblées locales, 13 novembre 2012.
- Organisation du cycle de conférences, *Les midis du CERTAP 2011-2012* : 30 janvier, la protection des droits fondamentaux ; 13 février, la dette publique ; 27 février, les crises institutionnelles (France-Union

européenne) ; 12 mars, le vote Front national ; 27 mars, la compétence universelle ; 2 avril 2012, l'écologie politique.

- Violences politiques et politiques violentes à la lumière des cas basque et corse, 3 avril 2012.

- Université de Versailles-Saint-Quentin -

- Le traité de Lisbonne et sa ratification à travers les exemples français et tchèque, 8 mars 2010.
- Le Parlement européen, acteur méconnu de la construction européenne, 5 mars 2009.
- Influence de l'Europe sur les politiques publiques locales : de l'effet de l'Europe sur les services publics et les fonctions publiques, avec le CNFPT, 28 et 29 mai 2008.
- L'élargissement et la réforme de l'Union européenne : regards croisés franco-roumains, 19 mai 2008.
- La prochaine révision de la Constitution. Quelles attentes ? avec l'Assemblée nationale, 14 avril 2008.
- Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : regards croisés, 5 mars 2007.
- Justice et politique, quelles relations après Outreau ? 9 mai 2006.
- Les opérations immobilières des personnes publiques, 3 mars 2006.
- La Cohésion économique et sociale : une politique publique en quête d'identité, 14 décembre 2005.
- Les relations entre les acteurs des opérations immobilières publiques, 10 avril 2005.
- Islamisme radical, terrorisme et tissus urbains, 6 janvier 2004.
- Le rôle de l'économiste de la construction, 5 décembre 2003.

- Président de séance du colloque : *L'Union européenne et la paix : quelles avancées vers une fédération européenne ?* Journées d'Études Jean Monnet - Université Caen Normandie, 9 et 10 novembre 2017.

DIFFUSION DE LA RECHERCHE (conférences, communications, entretiens, tribunes)

- Élections européennes: les Outre-mer, si loin, si proches de l'Europe, AFP, 21 mai 2019
- Égalité réelle et fonction publique (Conseil d'Etat, 16 mars 2019), *outremers360°*, 31 mars 2019
- L'Europe de la défense, une politique sans politique ?, *Europa, Université Toulouse I Capitole*, 7 mars 2019.
- Gibraltar et le Brexit, *RTVE, Radio Nacional de España*, 26 novembre 2018
- L'insertion professionnelle à l'Université, Séminaire de professionnalisation des doctorants et jeunes docteurs, *Université de La Réunion, CRJ*, 26 juin 2018.
- Citoyenneté européenne et identité de l'Union européenne, conférence au titre de *l'École doctorale de Université Toulouse I Capitole*, 12 avril 2018.
- Les discontinuités de la coopération transfrontalière ultramarine, 1^{er} Workshop, *Les (Dis)continuités territoriales*, Université Grenoble Alpes, 3 avril 2018.
- *Brexit* et élections européennes : que faire des sièges des députés du Royaume-Uni ? *Les Surligneurs*, Le Point sur..., février 2018.
- La malédiction du Président de la République majoritaire sous la Cinquième République, *The conversation*, 6 décembre 2016.
- La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, ESPE, Académie de La Réunion, formation CAPA-SH (certificat d'aptitude pour les enseignements adaptés, l'aide spécialisée et la scolarisation des élèves en situation de handicap), 21 avril 2016.
- La lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien, *Les Rencontres Mascareignes de l'Expertise*, Compagnie Nationale des Experts Médecins de Justice, Saint-Denis, 6 avril 2016.
- La loi de séparation du 9 décembre 1905 : liberté, égalité, neutralité, *The conversation*, 9 décembre 2015.
- Changer de République ou changer la République ? *Conférences du Master 2 de droit public*, Université de La Réunion, 17 octobre 2015.
- Après le rapport Winock-Bartolone, plaidoyer pour une sixième République, *Le Quotidien de la Réunion*, 15 octobre 2015.
- L'antiquité gréco-romaine et les institutions politiques françaises de 1789 à nos jours, *Conférences de culture juridique*, Université de La Réunion, 8 octobre 2015.
- La fonction législative européenne, synonyme de déficit démocratique ? *Lexbase*, 30 mai 2013.

- L'Union européenne prix Nobel de la paix, premier prix d'économie ? Commission européenne – Représentation régionale en France, 31 janvier 2013.
- Crises institutionnelles (France-Union européenne), *Les midis du CERTAP*, 27 février 2012.
- La réforme de la taxe professionnelle, *Gazette des Communes*, 9 novembre 2009, n° 2004, p. 14.
- À quoi sert le Parlement européen ? Café-Débat, Berchères sur Vesgre (Eure), 14 mai 2009.
- L'avenir de l'Union européenne, *Les Mardis de l'UVSQ*, 11 mars 2008.
- Les cinquante prochaines années de l'Union européenne, *Fenêtre sur l'Europe*, avril 2007.
- Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : le regard du publiciste, *Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : regards croisés (juridique, judiciaire, sociologique)*, Université de Versailles-Saint-Quentin, 5 mars 2007.
- Les frontières de l'Union européenne : la Politique européenne de voisinage, une manœuvre dilatoire, *Fenêtre sur l'Europe*, mai 2006.
- Le juge judiciaire, aspects constitutionnels, *Justice et politique, quelles relations après Outreau ?* Université de Versailles-Saint-Quentin, 9 mai 2006.
- L'Union européenne et la Tunisie, entre association et voisinage, Université de Sousse (Tunisie), 28 avril 2006.
- Perspectives de la Cohésion économique et sociale, *La Cohésion économique et sociale de l'Union européenne : une politique publique en quête d'identité*, Université de Versailles-Saint-Quentin, 14 décembre 2005.
- L'Europe démocratique : deux ou trois choses que je sais d'elle, *Europe plus*, avril 2005.
- Le rôle des Parlements nationaux dans la Constitution européenne, Forum public, *Public Sénat*, 25 mars 2004.

ACTIVITES EDITORIALES

- Membre du comité éditorial de la *Revue du droit de l'Union européenne*
- Membre du comité de lecture des *Carnets de Recherche de l'Océan Indien* (revue numérique de l'OSOI)
- Membre du comité scientifique de la revue *L'Europe Unie*, revue d'études européennes
- Membre du comité scientifique de la revue *Curental Juridic* (2006-2011)

ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET PÉDAGOGIQUES

- 2019 : Conseiller Pédagogique de Mobilité Entrante, Université Toulouse I Capitole
- 2016-2018 : Membre de la commission pédagogique d'admission en doctorat, Université de La Réunion
- 2012-2014 : Directeur du Master 1 & 2 *Administration et droit de l'action publique*, Université de Perpignan
- 2011-2014 : Président de la Commission de sélection pédagogique pour Campus France, UPVD
- 2008-2011 : Membre du Conseil scientifique
- 2007-2011 : Vice-doyen de la Faculté de droit et de science politique
- 2007-2011 : Coordinateur du programme Erasmus et des échanges internationaux de la Faculté de droit et de science politique
- 2007-2011 : Correspondant UNJF
- 2006-2011 : Correspondant C2i® niveau 1 et 2 « Métiers du Droit »
- 2005-2009 : Membre du Conseil de la Faculté de droit et de science politique
- 2003-2008 : Directeur adjoint du laboratoire Droit de la Ville et des Politiques Urbaines (DVPU EA 3643)
- 2003-2011 : Responsable pédagogique (L 1 droit et L 1 droit-anglais de 2005 à 2011)

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

ACTIVITES COLLECTIVES SCIENTIFIQUES

- Membre de l'Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé (EA 4122)
- Membre du comité de pilotage de la fédération de recherche, Observatoire des sociétés de l'Océan Indien (OSOI), Fédération FED 4127, Université de La Réunion (2014-2018)
- Membre associé du Centre de Recherche Juridique (CRJ EA 14), Université de La Réunion
- Membre associé du Centre de recherche Versailles Saint-Quentin Institutions Publiques (VIP EA 3643)
- Membre de la CEDECE (Association d'Études européennes)
- Membre de l'Association française de Droit constitutionnel (AFDC)
- Membre de *Trans Europe Experts*
- Membre du réseau de Recherches sur la Cohésion Sociale (RCS)
- Secrétaire général de la LexoI (association « Droit dans l'Océan Indien), éditrice de la Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI) 2015-2018

EXPERTISE

Membre du Conseil national des Universités, section 02, (2015 - 2019)

Membre de comités d'évaluation HCERES : CERC, Université de Toulon (20 janvier 2017), IREDIES, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne (27 novembre 2017), CMH, Université Paris V Paris-Descartes (22 février 2018).

Rapporteur du prix de thèse Pierre-Henri Teitgen (AFÉE, ex-CEDECE), 2018, 2019.

Peer review, Special Edition 2017 Indian Ocean Islands: Environment, Ocean, Geopolitics, *Journal of the Indian Ocean Region* (Taylor and Francis), février 2017.

Président du comité de sélection (section 02) de l'Université de La Réunion, emploi MCF 4156, avril 2016.

Expertise auprès de la *Law Commission Reform* de la République de Maurice (juin 2015).

Membre de comité de sélection section 02 (UVSQ, mai 2012, Université de La Réunion, avril 2016, Université Toulouse I capitole, mai 2019).

Membre de la commission de spécialistes de droit public de l'UVSQ (2004-2007).

Président de la Commission d'éthique et de déontologie de la Fédération française de rugby à XIII (2018 -)

Examineur spécialisé des concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (ENM), droit européen, septembre 2019

Président du concours au recrutement des éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) - Ministère de la Justice (1999-2003)

Langues : anglais, espagnol

Divers : Champion de France universitaire (rugby à XIII, 1989)